

INTERDÉPENDANCE LIÉE À L'EMPLOI

Rapprocher lieux de vie et lieux de travail (y compris via le télétravail)

Taux de couverture de l'emploi

Le taux de couverture de l'emploi, aussi appelé indicateur de concentration d'emploi, rapporte le nombre d'emplois existants dans une zone d'emploi au nombre de personnes en activité (actifs occupés) qui y vivent. Cet indicateur permet d'apprécier l'équilibre entre l'offre d'emplois et l'offre résidentielle.

Des taux de couverture de l'emploi très élevés dans les grands pôles et qui continuent d'augmenter

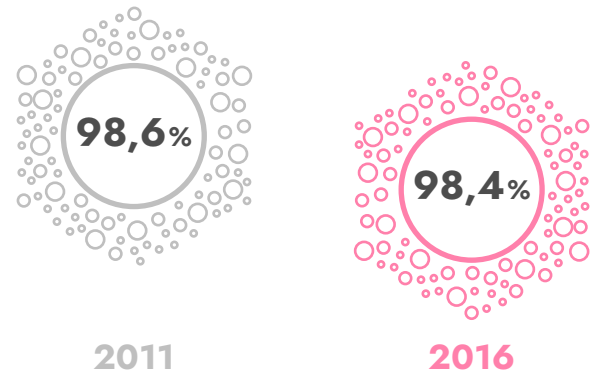
Les contrastes entre régions

En France métropolitaine, seule l'Île-de-France compte plus d'emplois que d'actifs occupés résidents, de nombreux actifs résidant aux franges de la région capitale y occupant en effet un emploi sans pour autant y habiter. Cette concentration des emplois dans la région capitale tend à s'accroître : en 2016, on dénombrait 105,4 emplois pour 100 actifs occupés résidents en Île-de-France, contre 104,8 en 2011. À l'inverse, le taux de couverture de l'emploi diminue dans presque toutes les autres régions, en particulier dans celles où il était déjà le plus faible : de 92 à 91 emplois pour 100 actifs occupés dans le Grand Est et de 94,7 à 94,2 dans les Hauts-de-France. Cette baisse signifie qu'une part croissante des actifs de ces régions occupent un emploi dans une autre région, notamment en Île-de-France ou à l'étranger, occasionnant des déplacements quotidiens toujours plus longs.

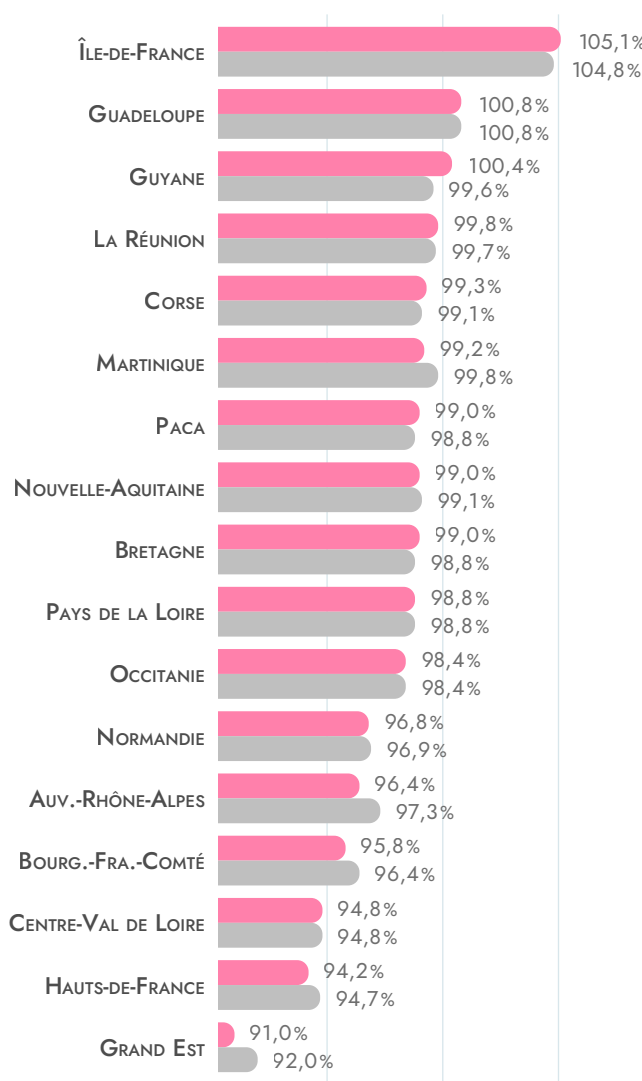
Les contrastes entre intercommunalités

À l'échelle des EPCI, les phénomènes de concentration sont également patents. Le nombre d'emplois pour 100 actifs occupés résidents est supérieur à 113,7 dans les 10 % des intercommunalités qui concentrent le plus l'emploi, il a même crû pour trois quarts d'entre elles. Dans le même temps, certains des EPCI les plus résidentiels situés en périphérie des grandes villes ou dans le transfrontalier ont vu leur taux de couverture de l'emploi diminuer. Par exemple, la communauté d'agglomération de Muret au sud de Toulouse a vu son indicateur reculer à 69,2 emplois pour 100 actifs occupés résidents (71,8 en 2011) comme l'intercommunalité voisine (CA de Sicoval) dont le ratio a baissé de 5,2 points. Il en est de même autour de Nantes (CC Sèvre et Loire en baisse de 2,9 emplois) ou des confins de l'Île-de-France (CA de Rambouillet -2,3, CC pays de Nemours -4,2).

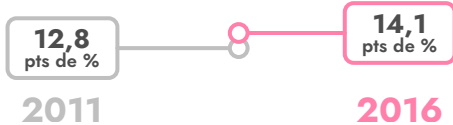
EN FRANCE



DANS LES RÉGIONS



Évolution des écarts entre les régions extrêmes



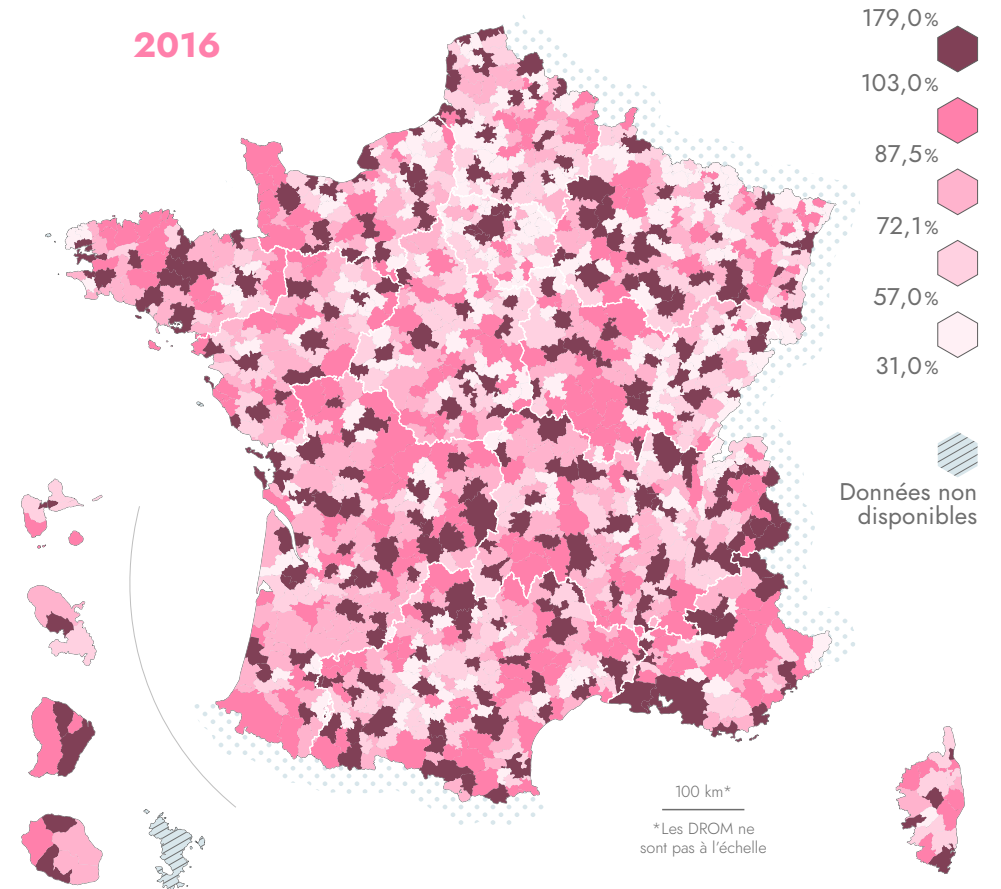
Cette baisse du nombre d'emplois pour 100 actifs occupés résidents est surtout marquée pour les territoires transfrontaliers du genevois et luxembourgeois. À la frontière suisse, l'indicateur est souvent inférieur à 50 emplois pour 100 actifs occupés et il a baissé sur toute cette frontière de 5 emplois en 5 ans.

Les contrastes entre types de territoires

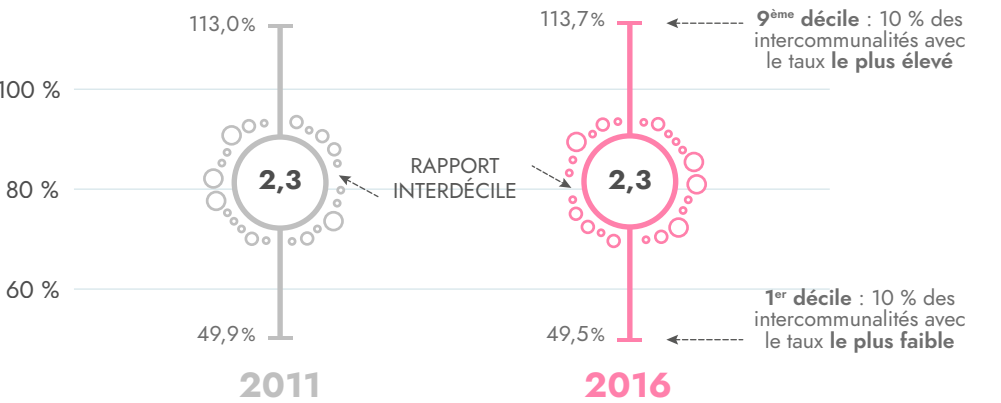
Plus les territoires sont denses, plus le nombre d'emplois par rapport au nombre d'actifs occupés est important et ce phénomène se renforce. Les communes denses selon la grille de densité de l'INSEE, compte 123,3 emplois pour 100 actifs résidents, ce ratio était de 122,2 en 2011. Pour les autres types de territoires, il est en recul même pour les territoires très peu denses où il est déjà très faible (46,3 en 2016 contre 47,7 en 2011). Dans ce type de territoires, comme dans les autres, la situation fréquente est d'aller travailler dans un territoire plus dense que celui de son habitation. Seulement un tiers des habitants des territoires très peu denses travaille dans une commune de ce type, un autre tiers travaille dans une commune peu dense, le reste se répartissant dans les territoires de densité intermédiaire (un peu moins d'un quart) et les territoires denses (10%).

Sources : Insee RP - IGN
Réalisation : ANCT padt 2020

DANS LES INTERCOMMUNALITÉS



Évolution des disparités entre les intercommunalités



PAR CATÉGORIE DE COMMUNES

